



## ÉCONOMIE &amp; ENTREPRISE

# Les profits de BNP Paribas en hausse de 10 % au premier trimestre

Dans un contexte délicat, la banque affiche un bénéfice net de 1,8 milliard d'euros

Jusqu'ici tout va (presque) bien. Première banque française à dévoiler ses comptes entre janvier et mars, BNP Paribas a surpris en publiant, mardi 3 mai, un bénéfice net part du groupe de 1,8 milliard d'euros, en hausse de 10 %. Une « bonne résistance », souligne la banque qui pointe « un environnement de marché particulièrement défavorable ». « BNP Paribas s'en tire bien. Dans le climat anxieux sur les banques, pas de mauvaise surprise, c'est déjà une bonne surprise », commente Romain Burnand, directeur général de Moneta Asset Management.

Les astres, certes, sont bien mal alignés pour les BNP Paribas, Société générale et autres Crédit agricole. Dans une analyse publiée le 7 avril, l'agence de notation Moody's avait prévenu de « vents contraires » laissant prévoir une stabilisation, voire une baisse légère, des profits des banques françaises en 2016.

Premier de ces courants défavorables, la baisse des taux qui rogne la marge d'intérêt des réseaux bancaires à travers toute l'Europe. Il n'y a pas eu de miracle non plus pour BNP Paribas : son produit net bancaire – équivalent du chiffre d'affaires – recule de 2 %, pour atteindre 10,8 milliards d'euros. En France, où les particuliers ont renégoциé à tour de bras leurs prêts immobiliers en 2015, les encours

de crédit s'effritent de 2,7 % sur les trois premiers mois de 2016.

Mais le tableau reste plus complexe. La Banque centrale européenne (BCE), critiquée sur la manière dont les taux négatifs lamentent les banques, clame que les impacts négatifs sont compensés par des effets positifs. BNP Paribas souligne ainsi que son coût du risque a chuté de 27 %, notamment « en raison de l'environnement de taux bas ». L'argent rendu facile et bon marché par la politique monétaire ultra-accommodante de Mario Draghi limite, en effet, les impayés et les faillites.

## Compression des charges

En France, « les défaillances d'entreprises s'inscrivent en baisse de plus de 10 % sur ce début d'année 2016 », indique le palmarès Altares des défaillances d'entreprises sur le premier trimestre, publié 28 avril. BNP Paribas, très présente en Italie comme le Crédit agricole, bénéficie surtout d'une forte baisse du coût du risque dans la Péninsule.

L'étape d'après serait que cette politique monétaire se traduise par une reprise de la demande de crédit. « La BCE a tout fait pour que les banques européennes assouplissent leurs taux et relancent le crédit. Le résultat a été très probant en France », soulignait Bruno Cavalier, chef économiste chez Oddo, dans une note du 6 avril. Si-



## « La BCE a tout fait pour que les banques assouplissent leurs taux et relancent le crédit »

**BRUNO CAVALIER**  
chef économiste chez Oddo

gne encourageant, BNP Paribas note ainsi « une hausse de la production de crédits en fin de période ».

Autres vents contraires pour les banques, ceux soufflant sur les marchés. Ils ont été particulièrement turbulents au premier trimestre, privant ces intermédiaires des commissions perçues auprès des clients lors d'une émission de dette ou d'une augmentation de capital. Le produit net bancaire de la Banque de financement et d'investissement (BFI) de BNP Paribas recule ainsi de 19 %. Les commissions financières manquent également à l'appel dans les réseaux, les clients ayant été peu motivés pour réaliser notamment des opérations de Bourse.

Pour compenser ces baisses de revenus – dont certaines sont structurelles –, les banques européennes cherchent à comprimer

leurs charges. Pas simple quand elles doivent, dans le même temps, investir dans la digitalisation, avec la montée irrésistible des nouveaux acteurs et la « révolution fintech » comme le promet un colloque qui se tient mardi 3 mai à Paris.

D'où des restructurations à marche forcée. Le 14 avril, BNP Paribas a présenté aux syndicats un plan de départs volontaires de 675 postes dans ses activités françaises de BFI. Dix jours auparavant, la Société générale avait annoncé la suppression de 125 postes dans le même secteur. Les analystes escomptent désormais sur des annonces du côté du Crédit agricole.

« Il reste de lourdes interrogations en matière réglementaire. Mais la surenchère entre les différentes instances, que ce soit la Banque centrale européenne, l'Autorité bancaire européenne, la Commission ou encore le Conseil de stabilité, devrait se traduire par de nouvelles exigences en matière de capital », pronostique Gildas Surry, gérant de portefeuille chez Axiom Alternative Investments qui précise : « En particulier, les banques ne connaissent pas encore toutes les règles qui s'appliqueront sur les métiers de financement et d'investissement, mais elles n'ont pas attendu pour réduire les coûts dans des activités qui sont en perpétuelle restructuration. » ■

ISABELLE CHAPERON